

Cette analyse ne répond pas tout à fait aux critères habituels des textes figurant dans cette rubrique. Il m'a cependant semblé intéressant de le publier dans son intégralité compte tenu de l'intérêt qu'il présente pour comprendre la situation en Egypte.

Août 2013

Egypte

Al-Sissi face à son destin

Roland Lombardi, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Lors d'un colloque organisé l'année dernière par le Centre de Recherche des Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan et qui avait pour thème « Les armées et les révolutions arabes », j'avais traité, lors de ma communication, de la résilience de l'armée égyptienne face au Printemps du Nil et surtout, face à l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans¹.

Quelques mois plus tard, en janvier 2013, dans un texte publié dans la revue *Moyen-Orient*, j'avais alors évoqué la personnalité et le profil du général Abdel Fatah al-Sissi et j'avais surtout conclu mon article par cette phrase : « si la situation venait à dégénérer, rendant le pays ingouvernable, l'armée égyptienne pourrait revenir sur le devant de la scène...mais à quel prix ? »².

Les événements en Egypte, depuis le 3 juillet dernier (coup de palais des militaires et non coup d'Etat puisqu'ils étaient toujours là en coulisse) jusqu'à la répression sanglante contre les Frères musulmans (plus de 900 morts) de ces derniers jours, ne font que confirmer mes analyses.

Le général Al-Sissi, le nouvel homme fort égyptien

Le 12 août 2012, le nouveau président égyptien Mohamed Morsi, démocratiquement élu en juin et issu des Frères musulmans, décidait de mettre à la retraite le puissant maréchal Tantawi, ainsi que le chef d'état-major et numéro 2 du Conseil suprême des forces armées (CSFA), le général Sami Hafez Annan.

Ce coup de boutoir des islamistes sur le système militaire égyptien annonçaient-ils pour autant un transfert de pouvoir total en faveur des Frères musulmans et la fin prochaine du régime des militaires ? Une fois limogé, Tantawi avait été immédiatement décoré de la médaille du Nil, la plus haute et la plus prestigieuse distinction égyptienne, et avait été nommé conseiller spécial du président, comme Annan d'ailleurs. Il est vrai que le départ du vieux maréchal, devenu très impopulaire, était prévu et évoqué depuis des mois. Par ailleurs, son remplaçant au ministère de la Défense n'était autre que le général Abdel Fatah Khalil al-Sissi, membre du CSFA et ancien chef des Renseignements militaires, formé aux États-Unis. Un autre cadre du conseil suprême, le général Mohamed al-Assar, fut alors chargé des relations avec Washington.

Ainsi, derrière l'apparente décision de Mohamed Morsi de se défaire des dirigeants militaires, n'y avait-t-il pas plutôt une mise en scène concertée, une manœuvre d'Al-Sissi et d'Al-Assar ? Ces promotions n'étaient-elles pas alors juste un changement générationnel au sein du CSFA et une reconfiguration ou un nouvel équilibre dans les relations entre les Frères musulmans et l'armée ?

En effet, jusqu'à l'été 2013 et même après les succès électoraux et la montée en puissance des islamistes, l'armée égyptienne restait toujours très puissante économiquement (elle détiendrait de

¹ Roland Lombardi, « L'armée égyptienne et le printemps du Nil, ou l'art du coup d'Etat permanent », Journée d'étude Centre de Recherches des Ecoles Saint-Cyr Coëtquidan, "Armées et révolutions arabes", 26-27 septembre 2012, Rennes (actes à paraître)

² Roland Lombardi, « Quel avenir pour l'armée dans la « nouvelle Egypte » ? », in *Moyen-Orient*, n°17, Janvier-mars 2013.

30 à jusqu'à 45% de l'économie du pays et elle pèserait plus de 25% du PIB) et militairement (438 000 hommes et 479 000 réservistes en 2011). Aussi, l'institution militaire restait toujours très déterminée à conserver ses privilèges financiers et a surtout très mal supporté les tentatives de marginalisation politique (mise à l'écart de l'état-major lors des négociations avec le Soudan ou encore lors de la rupture des relations diplomatiques avec la Syrie) mais aussi économique depuis l'élection à la présidence de Mohamed Morsi.

Par ailleurs, depuis le printemps du Nil en 2011 puis après un an de pouvoir des Frères musulmans, la situation socio-économique du pays s'est alors grandement aggravée (manque de devises fortes pour payer le blé, les huiles alimentaires et les denrées alimentaires de base importées à plus de 60 %, risque de famine, importantes réductions des revenus gaziers du fait des sabotages sur les gazoducs vers Israël et la Jordanie...). Les islamistes se sont alors révélés incapables de redresser cette situation.

De plus, ces derniers étant de véritables « repoussoirs à touristes », le tourisme, première ressource en devise du pays et l'un des principaux secteurs d'activité aux mains des militaires, s'est littéralement effondré. Les chiffres de ce secteur ayant déjà été divisés par quatre voire cinq depuis 2011 suite aux troubles dans le pays.

Alors, lorsque en juin 2013, Mohamed Morsi nomme Adel Mohamed al Khayat, un ancien dirigeant de la Gama'a al Islamiya (groupe islamiste et terroriste responsable en 1997 d'un attentat causant la mort de 58 touristes dans un temple de Louxor) au poste de gouverneur de Louxor, la colère des habitants (dont le tourisme est la seule ressource) le poussera alors à démissionner le 23 juin. Quand on sait que cette région, véritable joyaux touristique, est "aux mains" de l'armée depuis des années, cette nomination fut considérée comme un crime de lèse-majesté et un franchissement de la ligne rouge inacceptable dans les anciens accords secrets entre militaires et islamistes³.

En définitive, profitant de la colère des anti-Morsi et des graves troubles grandissant dans tout le pays, l'armée décida de passer à l'action.

D'ailleurs, certaines rumeurs sur la crise de pénurie de fuel et d'essence, qui s'était aggravée aux printemps, se sont propagées... L'armée étant la principale responsable de l'approvisionnement en fuel et essence du pays, certains l'ont même soupçonnée d'organiser cette pénurie afin d'attiser le mécontentement et la colère de la population contre le gouvernement et donc, contre les Frères musulmans...

Finalement, le scénario turc⁴ n'a pas eu lieu en Egypte et le coup de force de l'armée du début juillet pour destituer Morsi (à quelques jours du Ramadan, période sacrée mais non moins éprouvante pour les physiques...), fut effectué de main de maître par le ministre de la Défense et le chef de l'armée, le général al-Sissi.

Il faut dire que le général Abdel Fatah al-Sissi, qui a suivi des formations dans les académies militaires britanniques et américaines, a toujours été présenté comme l'officier le plus prometteur, le plus intelligent, le plus rusé et le plus professionnel de sa génération. Fin diplomate, conservateur et

³ Selon certaines sources, le CSFA avait conclu un accord avec Khairat el-Chater, un des chefs de la Confrérie, selon lequel Mohamed Morsi deviendrait président alors que l'armée continuerait à tenir les rênes du pouvoir, contrôlant l'essentiel des rouages de l'Etat et de l'économie.

⁴ En Turquie, l'institution militaire s'est toujours considérée comme le seul véritable défenseur de la laïcité. Dotée d'un réel pouvoir économique, l'armée turque a, par ailleurs, toujours gardé la haute main sur les affaires extérieures et la sécurité intérieure. C'est ainsi que cette dernière procéda à trois putschs (1960, 1971 et 1980) et deux soft coups pour enrayer la montée des islamistes en 1997 et en 2007. Si le premier mit fin à une coalition gouvernementale dirigée par des islamistes, le second n'empêcha pas l'accession à la présidence de la République de l'islamo-conservateur Abdullah Gül. Ainsi, les islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement turc (AKP), arrivés au pouvoir, ont finalement, à force de victoires électorales, de pressions et de belles paroles, de gestes apaisants pour rassurer les Occidentaux, renvoyé les généraux turcs dans leurs casernes ou même derrière les barreaux.

nationaliste, il est aussi un pieux musulman (sa femme porterait le voile intégral). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les islamistes croyaient pouvoir ainsi en faire un allié, lui qui avait d'ailleurs ouvert les écoles militaires aux islamistes. Mais le général égyptien, ancien patron des Renseignements militaires, âgé de 58 ans, est le digne héritier de ses prédécesseurs, puisqu'il s'est révélé être un redoutable stratège politique.

En effet, « les généraux égyptiens se sont toujours révélés, sur les champs de bataille, devant leurs homologues israéliens, comme de piètres tacticiens et stratèges. En revanche, ils ont été de redoutables politiques durant 60 ans. Les officiers supérieurs ont bien retenu les leçons des bikbachis : pour conserver le pouvoir et protéger leur chef, les généraux du Caire ont dû déjouer une multitude de complots et de tentatives d'assassinat (sauf pour Anouar el-Sadate, mort dans un attentat le 6 octobre 1981). Face au terrorisme, aux tentatives de sédition, aux Frères musulmans et, enfin, aux « émeutes du pain » en 2008, causées par une grave crise alimentaire, ils ont dû réprimer, louver, parfois ouvrir un peu leur régime d'une main tout en gardant l'épée dans l'autre... C'est leur sens politique et leur capacité à sentir les rapports de forces qui sont le secret de leur longévité »⁵.

De plus, ayant commencé sa carrière dans l'infanterie, le général al-Sissi n'a jamais participé aux guerres de 1967 et 1973 mais fut par la suite attaché militaire en Arabie saoudite, commandant en chef de la zone nord d'Alexandrie et le plus jeune membre du Conseil suprême des forces armées où, grâce à ses réseaux et ses talents de négociateur, il fut toujours l'arbitre des confrontations entre fractions politiques.

Y a-t-il vraiment un risque de guerre civile ?

Bien sûr le risque de guerre civile ne peut être écarté. Un incident grave inattendu ou un « clash » sanglant peut toujours mettre le feu aux poudres dans cette atmosphère tendue à l'extrême. Cependant je ne crois pas à une guerre civile et à un scénario à l'algérienne.

L'Égypte est habituée depuis des siècles à être régie par un gouvernement très centralisé. Le peuple égyptien, malgré ses divergences politiques, est homogène et relativement uni. Le pourcentage des minorités est faible et la société égyptienne, quant à elle, n'est pas une société laïque et elle est très islamisée. L'argument principal des islamistes, à savoir : « ceux qui sont contre nous, sont contre l'islam et les musulmans », ne peut donc pas prendre.

En définitive, la principale pierre d'achoppement, entre les militaires et les Frères, résidait dans la volonté des premiers de préserver leurs intérêts économiques et pour les seconds de récupérer une part du gâteau. Mais le gâteau est en piteux état et jouer avec le feu pourrait faire en sorte qu'il n'y ait plus de gâteau du tout à se partager ! Les militaires et les Frères musulmans en sont terriblement conscients et c'est la raison pour laquelle ils n'ont vraiment aucun intérêt à ce que la situation dégénère.

Les Frères musulmans ont fait par ailleurs l'erreur de quitter les discussions après le coup de force du 3 juillet dernier. En restant dans le jeu politique, ils auraient pu « reculer pour mieux sauter ». Au lieu de cela, ils ont voulu imposer « la pression de la rue » et un rapport de force qui les ont finalement complètement discrédité auprès d'une grande partie des Égyptiens et, par conséquent, légitimer la « manière forte » de l'armée. Ainsi, le général al-Sissi a dorénavant « carte blanche » pour éliminer la principale et la mieux organisée des forces politiques égyptiennes. Les dirigeants salafistes (qui se sont démarqués des Frères et qui restent dans le « processus de transition », peut-être en contradiction avec le souhait de leur base), eux, l'ont très bien compris...

⁵ Roland Lombardi, « Quel avenir pour l'armée dans la « nouvelle Égypte » ? », in *Moyen-Orient*, n°17, Janvier-mars 2013.

Certes, des armes ont déjà été utilisées par les Frères. D'autres, ont été découvertes dans les locaux de la confrérie lors des dernières arrestations ; mais actuellement en Egypte, il y a beaucoup d'armes qui circulent et il y a d'importants trafics notamment en provenance du Soudan ou de Libye. L'insécurité qui a explosé depuis les événements de 2011 a poussé beaucoup d'Égyptiens à s'armer. J'en ai été témoin lors de mon séjour en Egypte dès février 2011 pendant les premières semaines de la « Révolution »...

Par ailleurs, on a tendance à l'oublier, la confrérie représente encore beaucoup d'Égyptiens même si certains ont été déçus par Morsi et son manque de résultats dans l'amélioration de la situation socio-économique du pays. Les Frères sont encore influents et puissants, on parle de près d'un million de membres et ils ont depuis des décennies « investi » la société égyptienne, y construisant de nombreux relais et réseaux. Ils gardent ainsi une grande capacité de mobilisation. Très structurés et disciplinés, les jeunes ou les plus énervés suivront toujours les ordres. En Orient, on écoute les chefs, surtout si ces derniers sont en pleines négociations secrètes avec les militaires et l'opposition comme c'est encore le cas aujourd'hui⁶...

Toutefois, certains éléments plus en colère et plus frustrés que d'autres peuvent alors se radicaliser et prendre le chemin du djihadisme.

Mais dès le coup de force déclenché le 3 juillet dernier, les militaires (qui connaissent très bien la confrérie l'ayant infiltrée depuis longtemps et qui, comme on l'a vu, excellent dans les manœuvres politiques...) ont aussi paré à toutes éventualités notamment en décrétant le couvre-feu, en arrêtant des milliers d'activistes et en déployant des troupes dans le Sinaï et aux frontières libyennes (crainte de voir des membres du Hamas ou des milices islamistes libyennes venir soutenir les Frères en cas d'embrasement). Seul risque probable alors, une vague d'attentats qui pourrait traverser le pays.

Cependant, même si les Frères musulmans sont peut-être meilleurs dans la clandestinité qu'au pouvoir, l'armée égyptienne est certainement aussi plus redoutable dans la répression qu'en politique !

De plus, l'armée aura alors la capacité et le savoir-faire pour écraser les terroristes comme elle l'a déjà fait par le passé. Si certains islamistes font cette erreur, les militaires frapperont vite et avec une violence féroce. Nous en avons déjà eu un aperçu ces dernières semaines avec plus de 900 civils tués dans la répression des sit-in et manifestations organisés par les Frères musulmans, les nombreuses « disparitions » ainsi que le millier d'arrestations (dont celle du Guide suprême de la Confrérie, Mohamed Badie) parmi les islamistes.

Alors bien sûr l'Union européenne, et la France en tête, poussent des cris d'orfraie et brandissent la menace des sanctions financières devant cette violence. Mais comprennent-elles vraiment ce qui se passe dans cette partie du monde et ont-elles encore – si elles en ont vraiment eu une un jour - une quelconque influence dans la région ? Malheureusement, je ne le pense pas.

La France a certes raison de défendre les grands principes de liberté et de démocratie. Mais ses responsables devraient pourtant, sans nécessairement cautionner le coup de force d'al-Sissi, être plus prudents, notamment dans leurs déclarations, pour ne pas insulter l'avenir. Car l'armée a toujours compté en Egypte et elle risque de compter encore longtemps... Les dirigeants français devraient alors faire preuve de plus de réalisme, de pragmatisme et respecter les spécificités de cette partie du monde. Il en va des propres intérêts de la France, de sa crédibilité et surtout, du rôle qu'elle souhaite encore jouer en Méditerranée.

Quant aux Etats-Unis, dépassés par les événements depuis deux ans dans la région, ils avaient finalement misé sur les Frères musulmans avec lesquels ils entretiennent des relations depuis des décennies. Face à la nouvelle situation en Egypte, l'administration Obama, après une période d'hésitation et de flottement, a décidé de suspendre un exercice militaire conjoint prévu avec l'Égypte...mais non l'aide financière annuelle de plus d'un milliard de dollars ! Le pragmatisme

⁶ Entretien par téléphone avec des militants égyptiens démocrates et avec un officier égyptien, le 20 août 2013.

américain risque donc fort de l'emporter car Washington n'a aucun intérêt à se séparer d'un allié aussi important stratégiquement que l'Égypte (canal de Suez, pays le plus puissant et le plus peuplé du monde arabe...).

Surtout que le général al-Sissi peut déjà compter sur le soutien des Israéliens (avec lesquels il a toujours été en très bon terme) dans le domaine militaire et du renseignement (c'est déjà le cas dans le Sinaï...) et sur l'appui financier de l'Arabie saoudite (qui a versé, dès le départ de Morsi, plusieurs milliards de dollars à l'Égypte et qui a promis de compenser d'éventuelles sanctions économiques internationales). Il ne serait aussi pas étonnant de voir la Russie (qui était avant Sadate, ne l'oublions pas, le principal allié de l'Égypte) revenir prendre pied dans cette zone (crainte des États-Unis). Compte tenu du retour grandissant de la Russie au Proche-Orient et de sa politique moyen-orientale restant, quoiqu'on en pense, la plus claire et la plus cohérente (protection des Chrétiens d'Orient, défense de ses intérêts énergétiques et de ses alliés historiques et lutte contre l'islam radical et le terrorisme), Moscou soutiendra inévitablement, d'une manière ou d'une autre, les militaires égyptiens.

*

*

*

Pour les jeunes révolutionnaires démocrates de la place Tahrir, eux qui n'avaient voulu ni de l'armée, ni des islamistes, l'esprit du printemps du Nil n'aura été finalement qu'un mirage et l'avenir peut sembler redevenir bien sombre...

Mais en Orient, le sabre est encore de nos jours l'image même de l'autorité. Et en terre d'islam, on croit à l'autorité, on ne la discute presque jamais, on la respecte à condition qu'elle soit forte mais juste, et le général al-Sissi jouit aujourd'hui d'une immense popularité chez les Égyptiens. Pour beaucoup, subissant de plein fouet la crise économique, la situation socio-économique catastrophique est due pour moitié à la révolution et pour moitié aux Frères musulmans. Par son habileté, le nouvel homme fort de l'Égypte a su faire oublier le rôle de l'armée dans l'ancien régime et dans la gestion de la « révolution » de 2011. Ainsi, il a su se présenter comme le protecteur du peuple et de la nation, l'ultime recours et l'homme clé d'une future stabilisation. A présent, tous ceux qui craignaient une chape de plomb islamiste, à l'instar des milieux nationalistes, des étudiants, des Coptes en passant par nombre de femmes et les milieux d'affaires, le soutiennent foncièrement. Et en définitive, la grande majorité des Égyptiens n'aspire d'ailleurs plus qu'au retour de l'ordre et de la stabilité. Au pire, le général al-Sissi, grand admirateur de Nasser, peut devenir un nouveau Pharaon. Au mieux, s'il arrive à relancer intelligemment un processus démocratique, à rétablir la sécurité et, par-dessus tout, à améliorer le quotidien des Égyptiens, il pourrait très bien devenir le Bonaparte de la révolution égyptienne. Les cartes sont entre ses mains.

Roland Lombardi

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

août 2013

[Réagir](#)